

Octobre / Novembre 2017

LE LOGEMENT SOCIAL NE DOIT PAS ETRE PENALISE

Les annonces récentes du Gouvernement concernant la baisse des APL sont une véritable menace pour le logement social.

En effet, le Gouvernement ne semble aborder la question du logement qu'à travers la baisse des allocations-logement. Après avoir abaissé les APL de 5 euros par mois cet été pour réaliser 392 millions d'euros d'économies annuelles, il demande maintenant aux organismes HLM de compenser intégralement les baisses d'APL des locataires par des baisses de loyers.

L'Union sociale de l'habitat a rappelé que le logement social ne pouvait être sacrifié pour des enjeux strictement budgétaires de court terme. Et c'est ce qui malheureusement risque d'arriver.

Les offices publics de l'habitat ont pour mission, la construction, la réhabilitation et l'entretien des logements sociaux. Ce type de mesures conduirait donc les organismes à revoir leur politique d'investissement et entraînerait une baisse significative de la qualité de service en direction des locataires. En tant qu'administrateur de Romainville Habitat, je ne peux l'accepter.

Romainville Habitat avait adopté un plan stratégique de patrimoine ambitieux, prévoyant de nombreux investissements pour améliorer le confort des locataires. Cette décision gouvernementale va amputer près de 975 000 € au budget de Romainville Habitat et donc remettre en cause la faisabilité de ces travaux.

Marcel Trasi
Président du Comité des citoyens
gaullistes de Romainville